

Sa solde & la situation actuelle ne tendent qu'à être à charge au Public. Elle ne pourroit se mettre en marche qu'en foulant le Pays, faute d'être suffisamment payée; & pour qu'elle puisse livrer bataille, il faut qu'elle soit autrement armée & équipée à la guerre. Aussi l'intention du Roi est qu'afin de remédier aux manquemens des Troupes, on en augmente préalablement le nombre. Tel est aussi le désir de tous les habitans qui ont à cœur le bien-être général & la gloire du nom Polonois. Dès que l'on aura assuré les revenus de l'Etat & pourvu à sa défense, il s'agira du soin d'affermir la prospérité intérieure par une Loi, premier objet des délibérations publiques. La principale chose & la plus nécessaire est de fixer des bornes à chacun des Tribunaux, puisque sans ces arrangemens il n'y a point de justice, ni sans elle de paix dans les familles.

Comme le Roi juge que pour la sûreté des Citoyens il conviendrait d'établir sur un pied solide & plus honorable l'exercice du Ministère des Maréchaux, office très-utile au Public, on en présentera des projets aux Etats.

La Loi a donc prescrit le cours de nos délibérations, suivant lequel elles doivent avec un ordre non-interrompu traiter des affaires économiques, militaires & juridiques : cours dont il importe autant à la Nation qu'au Roi que toute proposition hors de place ne soit point admise. Sa Maj. fonde principalement l'espérance qu'elle a que les Etats s'emploieront au maintien de la Loi, & donneront des preuves d'un zèle actif, sur ce qu'elle joint la première l'exemple au précepte.

C'est avec d'autant plus de plaisir que le Roi vient d'entendre lire les *Pacta-Conventa*, qu'il les a parfaitement remplis à l'aide de cette maxime importante, qui dit que " qui ne veut que remplir le devoir ,, ordonné, sans jamais faire vers le bien aucun ,, pas volontaire, n'atteint souvent pas même le but ,, qu'on lui a proposé. ,,

Le Roi a promis dans les *Pacta-Conventa*, que " quand la République auroit approuvé le Projet ,, de l'Ecole Militaire présenté par Sa Majesté & y ,, auroit pourvu, il y contribueroit aussi. ,, Sa Maj. a prévenu la République, ayant déjà employé un million